

CASABLANCA

le *Petit Marocain* devint l'organe de la C.G.T. ; la tendance radicale s'appropriait *La Vigie Marocaine* qui fut vendue en réalité à un homme de paille de Mas, le docteur vétérinaire Eyraud.

Par la suite, en 1951, il put racheter à la C.G.T. le titre du *Petit Marocain* en difficulté depuis la scission syndicale de 1947. Il est à noter comme nous l'avons dit plus haut que Mas était demeuré l'imprimeur de l'organe cégétiste.

Ce rachat fut d'ailleurs assez homérique. Quelques heures après avoir vendu ce titre à la Société des Imprimeries Réunies (groupe Mas), la C.G.T. était avisée que la Société Marocaine de Presse Quotidienne et Périodique (éditant *Maroc-Press*) était également preneuse. A meilleur prix. La seconde vente fut réalisée et on tenta d'annuler la première. Plusieurs mois, il y eut deux *Petit Marocain*, celui de Mas et celui de Walter, mais finalement le banquier remporta cette première bataille.

Walter est une personnalité du Maroc autrement marquante. Avant tout, il est propriétaire des mines de plomb de Zellidja, la plus puissante exploitation minière chérifienne. Sa fortune est considérable. Il se plaît à faire des dons de plusieurs centaines de millions. Le nouveau pavillon du Maroc (en construction à la Cité Universitaire) a été financé pour moitié par lui. En réalité il a une position internationale, et notamment des contacts très précis avec les U.S.A. Des sociétés américaines possèdent maintenant 50 % des actions de Zellidja.

C'est un personnage suffisamment curieux pour que la *Selection du Reader's Digest* s'intéresse à sa biographie et se prépare à la présenter sous la forme de l'« industriel français puissant », l'« homme qui a réussi », tout comme cela a été fait il y a quelque temps par *Fortune* avec Boussac. Son entrée dans la presse date de 1943, avec la création de la *Presse Marocaine* qui, malgré des moyens puissants (imprimerie), n'avait pas réussi et vivotait.

Parrallèlement à sa tentative, se montait vers 1948 un autre journal nommé le *Maroc Quotidien*. Il avait été suscité par un groupe d'industriels et de colons pour faire concurrence au *Petit Marocain*, alors dans les mains de la C.G.T. et le mieux fait des quotidiens du Maroc.

La société fut constituée par les souscriptions de nombreux groupes, quelquefois même à fonds perdus, comme pour de bonnes œuvres. Plus tard, après des discussions assez longues et selon un processus bien connu en France les deux journaux s'amalgamèrent, et du *Maroc Quotidien* et de la *Presse Marocaine* on ne fit qu'un seul *Maroc-Press*.

On donna pour directeur politique à *Maroc-Press*, M. Peyrouton, lui-même, qui avait déjà réintégré les affaires privées du Maroc, en prenant la direction générale d'une société d'importation de voitures et machines agricoles, en relation avec les Etats-Unis. Ces contacts devaient s'affirmer plus nettement lorsque fut créé l'édition américaine de *Maroc-Press*, *Atlantic Courrier*, dont Peyrouton devint directeur général. Mais en septembre dernier, l'ancien ministre de Vichy abandonnait tous les postes qu'il occu-

pait dans la presse marocaine en raison de divergences dues sans doute au procès de La Haye, France contre États-Unis.

Maroc Presse, et Walter avec, défendent donc les intérêts des producteurs français, catégorie bien différente de ceux défendus par la presse Mas.

Les événements du Maroc ont provoqué une polémique violente entre les deux journaux du matin, *le Petit Marocain* et *Maroc-Presse*. Mais la violence de cette polémique ne pouvait être décelée que par quelques initiés, car, personne n'étant cité, elle prenait un tour ésotérique.

Les réactions au premier degré au lendemain des incidents furent à peu près similaires. Cependant, le 30 décembre, *le Petit Marocain* attaquait « les bailleurs de fonds de l'Istiqlal qui avaient eu le geste large » et terminait sur le vœu « que la justice française mettra à la raison ceux qui ont cyniquement dispensé les deniers de la trahison ». Cette formule sybilline visait certainement des groupes financiers français ou américains. Le groupe Walter, ou des amis du groupe Walter se sont-ils sentis visés ? Plus durement que son confrère dont il disait approuver le vœu, *Maroc Presse* attaquait à son tour dès le 31 décembre. « Ce rôle d'auxiliaire improvisé de la justice ne nous messied pas. Même s'il fallait, poussant plus loin encore la recherche de toutes les forfaitures, tirer de l'ombre des « combines » d'affairistes sans scrupule, exploitant en les amplifiant au besoin les angoisses de la population casablancaise, avec l'arrière-pensée de provoquer un effondrement des cours pour, achetant à bas prix et revendant ensuite, réaliser ainsi sous l'effet de la panique, de scandaleux bénéfices.

« L'entretien d'une telle psychose de terreur ne peut s'expliquer autrement que par la mise au service d'intérêts inavouables. Les hommes qui ont tenté de tirer profit du sang versé doivent figurer au banc des accusés aux côtés des responsables des émeutes et de leurs commanditaires.

« Nous nous associons donc à l'espoir exprimé par notre confrère de voir « la justice française mettre à la raison ceux qui ont cyniquement dispensé les deniers de la trahison ». Et, avec eux, ceux qui essaient d'en truster les dividendes. »

La guerre entre les deux capitaines de presse du Maroc en est là. Mais elle recouvre d'autres intérêts et elle dévoile mieux ce que l'on a coutume d'appeler du nom d'« œuvre de la France ».



Trente-sept ans de Maroc

INTERVIEW AVEC PIERRE PARENT

LES incidents de Casablanca, relatés dans le documentaire qui précède, ont été l'occasion d'expulser du Maroc, en même temps que des membres de divers partis politiques, M. Pierre Parent.

Pierre Parent n'est d'aucun parti, mais il a inlassablement pris position depuis des années, à titre individuel, contre une « politique française au Maroc » dont il voyait trop bien de quelle France elle servait les intérêts, et quelle unanimité des consciences marocaines elle réalisait progressivement contre nous.

Colon français lui-même, Pierre Parent ne pouvait manquer d'être accusé de trahison par certains colons français — toujours portés à décrocher leur fusil dès la plus modeste allusion à l'idée de justice. Du moins pouvait-on croire qu'il ne se trouverait pas — pas encore, pas déjà... — un Résident français pour les suivre dans le ridicule et dans l'odieux, jusqu'à chasser du Maroc¹ un citoyen français vivant là-bas depuis trente-sept ans, mutilé de la guerre 1914-1918, ayant servi en 1941-1942 dans le réseau Henri d'Astier des Forces Françaises Combattantes, fervent disciple de Lyautey, — et qui se trouve en outre avoir été en 1926 le négociateur de la reddition d'Abd-el-Krim...

Mais il s'est tout de même trouvé un Résident français pour le faire, et un Gouvernement français pour le laisser faire. Et sans doute devra-t-on convenir — à y mieux regarder — que de tels comportements, loin d'être inconcevables, étaient au contraire parfaitement prévisibles.

En principe, les responsables officiels de la politique française au Maroc sont tenus par certaines servitudes, que ne connaissent évidemment pas ses responsables non officiels — grands colons,

1. Et dans quelles conditions : en le faisant arrêter par un commando de policiers, mitraillettes au poing, en lui mentant sur la destination, en l'enchaînant par le seul bras qui lui reste, sans lui laisser la possibilité de retourner chez lui chercher un manteau... C'est ainsi que, sous la responsabilité d'un général, on traite un grand mutilé, chevalier de la Légion d'honneur...

TRENTE-SEPT ANS DE MAROC

grandes banques, grandes compagnies d'exploitation; en principe, leur fonction même de représentants d'un régime « démocratique » les astreint à certaines précautions, leur interdit telles prises de position trop voyantes, et peut aller dans certains cas jusqu'à leur faire éprouver des scrupules sincères. Mais, en fait, il est toujours trop tard. Si honnêtement qu'ils s'efforcent de faire fonctionner la machine qu'on leur a confiée, ils ne peuvent éviter de se rendre compte que son fonctionnement le plus légal est d'avance conditionné par des facteurs qu'ils ne contrôlent point et qui le font s'exercer toujours au profit des mêmes privilégiés.

A moins de se démettre, quoi qu'ils fassent, ils se sont déjà soumis : ils sont dans un camp, et il leur suffit de faire appliquer la loi pour concourir à l'oppression qui pèse sur l'autre camp. Le phénomène, naturellement, existe aussi en France; mais il prend, dans des pays de colonisation comme le Maroc, un relief beaucoup plus saisissant et qui ne favorise guère la culture des illusions de type idéaliste.

Quand le cynisme détient la puissance réelle, le représentant du pouvoir fictif doit se faire cynique ou s'en aller. En général, il choisit de rester — mais il choisit du même coup d'avoir un jour à expulser Pierre Parent.

Car il faut bien que le cynique par adoption impose silence au vieil homme en lui qui tente de survivre. Il faut donc qu'il en vienne à frapper, tôt ou tard, celui-là même qu'il aurait pu être : un homme attaché à la grandeur de son pays, respectueux de la tradition et tout entier fidèle à la mémoire d'un de nos plus glorieux administrateurs-soldats; un homme échappant à tout soupçon d'extrémisme ou d'esprit partisan; un homme qui, à cinquante ans passés, ne s'est pas laissé mettre au service de l'injustice et qui, réclamant plus de justice pour d'autres hommes, le fait sans amertume et persiste à y croire... Celui-là même enfin qui — par tant de traits communs et, tout ensemble, cette insaisissable mais radicale différence d'attitude — si modestement lui suggère (si insolemment...) que peut-être il n'était écrit nulle part qu'il dût finir, lui, dans l'impasse où il est.

On en pourra du moins conclure qu'en pareil cas les raisons de la psychologie se bornent à paraphaser des enchaînements d'un autre ordre... La causalité n'est sans doute pas aussi directe que le prétendent certains théoriciens. Mais, quand une conscience a consenti à jouer le jeu et s'est livrée à l'engrenage, les détours plus ou moins subtils dont s'agrémentent sa démission importent peu au résultat final.

A travers les réponses que Pierre Parent a bien voulu faire aux diverses questions que je me permettais de lui poser, peut-être verra-t-on pourtant se prolonger quelque peu cette première conclusion. Car si les responsables désignés font avec tant de netteté la preuve qu'ils ne trouveront en eux aucun garde-fou, aucune limite à leurs actions les plus néfastes, — ne sommes-nous pas devenus, nous qui les critiquons, directement comptables de cette radicale négation de l'homme qui, là-bas, en notre nom, jour après jour continue ?

Francis JEANSON.



INTERVIEW AVEC PIERRE PARENT

F. J. : J'aimerais vous laisser parler, tout d'abord, sur ce qu'a été votre vie au Maroc dans les débuts.

P. P. : Eh bien ! j'ai été nommé au Maroc commandant d'un camp de prisonniers allemands. Le hasard a voulu que ce camp fût tout à côté de la Résidence. Résultat : j'ai été en contact avec le général Lyautey. C'est lui qui m'a décoré de la Légion d'honneur. Il venait voir mon camp, il m'invitait à déjeuner. D'autre part, à ce moment-là, j'étais jeune, je revenais directement du front et il était enchanté, je ne dirai pas de me tirer les vers du nez, non, mais d'avoir un exposé des faits, une sorte de compte rendu, sans grandes phrases, de ce que pensait un jeune qui venait de la fournaise. Ça lui plaisait de causer avec moi. Ce qui lui a plu aussi c'est que j'avais mauvais caractère. Je n'étais pas un « béni-oui-oui ». D'entendre de temps en temps un petit officier qui lui disait : « Ah non ! mon général », ça l'amusait et lui plaisait. J'ai pris avec lui d'admirables leçons. Il avait des vues prophétiques sur ce qu'on devait faire au Maroc, mais j'étais encore sans expérience marocaine, et c'est l'expérience que j'ai acquise par la suite qui m'a fourni, à chaque étape de ma vie au Maroc, la preuve que Lyautey avait vu juste. Je n'ai jamais pu me dire : là, Lyautey s'est trompé. Evidemment, il avait une intelligence lumineuse, une remarquable intuition, mais à mon sens, ce qu'il avait de plus remarquable, c'était son cœur. Il comprenait les Marocains, les sentait encore plus qu'il ne les comprenait. Et si vous prenez, par exemple, son livre, *Paroles d'action*, vous y trouvez cet amour dont il disait : « Sans un peu d'amour, on ne fait rien de grand. » Quant à lui, il mettait dans son action beaucoup d'amour. C'est lui qui m'a ouvert les yeux sur des choses que je n'aurais pas vues tout seul, car j'étais trop jeune. Il a été pour moi un grand éducateur et il a continué de l'être quand je présidais l'Amicale des Mutilés de Guerre de Casablanca, puis la Fédération des Anciens Mutilés ; en tant que président de groupements, j'étais en contact avec lui de façon presque incessante. Quand il avait dit : « Mes mutilés », on sentait bien qu'en effet, il s'agissait des *siens*, et qu'on n'avait pas le droit d'y toucher. Il a été parfait pour nous.

Ce qui m'a permis de prendre contact avec les Marocains, ce fut l'affaire du Rif. J'étais alors président de la Fédération marocaine des Mutilés et Anciens Combattants. J'avais mis sur pied une organisation pour l'envoi de colis aux soldats. Mais nous faisons aussi des expéditions au front, pour aller les distribuer nous-mêmes sous les balles. Cela encourageait énormément les soldats, qui avaient sur nous, combattants de 14-18, un très gros désavantage : ils étaient tous jeunes (de 18 à 22 ans), il n'y avait pas d'« anciens » pour les épauler ; aussi étaient-ils